



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-troisième session
Rome, 22-23 avril 1998

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT AU

BELIZE

POUR

**LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET DE GESTION DES RESSOURCES
NATURELLES À L'INITIATIVE DES COLLECTIVITÉS**



TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES ACTIVITÉS DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Données d'expérience	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Belize	2
DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET	5
A. Zone du projet et groupe cible	5
B. Objectifs du projet	5
C. Composantes	5
D. Coûts et financement	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	12
H. Risques	13
I. Impact sur l'environnement	13
J. Aspects novateurs	13
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	13
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	14
ANNEXE Résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié	15



APPENDICES

I.	Country Data (Données sur le pays)	1
II.	Previous IFAD Loans in Belize (Prêts antérieurs du FIDA au Belize)	2
III.	Tentative Logframe (Cadre logique provisoire)	3
IV.	Costs and Financing (Coûts et financement)	4
V.	The <i>Milpa</i> System and Ethnicity and Culture (Système <i>Milpa</i> , ethnies et culture)	6
VI.	Organization and Management (Organisation et gestion)	8
VII.	Economic and Financial Analysis (Analyse économique et financière)	12



TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Dollar bélizien (BZD)
1,00 USD	=	2,00 BZD
1,00 BZD	=	0,50 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

BDC	Banque de développement des Caraïbes
BID	Banque interaméricaine de développement
CDP	Comité directeur du projet
CLA	Comité local d'approbation
DFC	Development Finance Cooperation
ESTAP	Projet environnement, société et assistance technique
FIS	Fonds d'investissement social
GCL	Groupe consultatif local
IFI	Institutions financières intermédiaires
ONG	Organization non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
UCP	Unité de coordination du projet

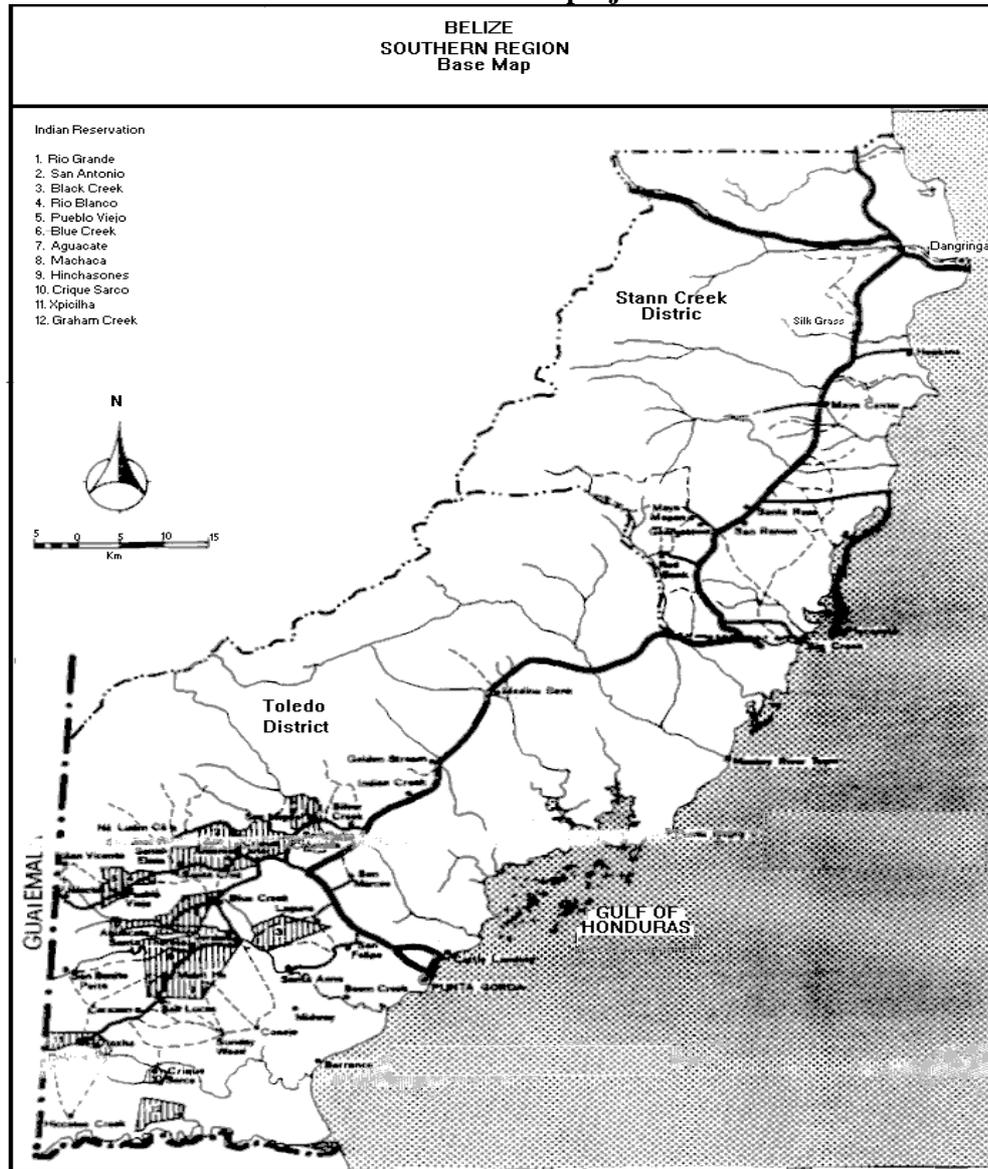
GOVERNEMENT DU BELIZE

Année budgétaire

1^{er} avril - 31 mars



Carte de la zone du projet



Source: Mava Mapping. TMCC.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du FIDA aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leur frontière ou limites.



BELIZE

PROJET DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES À L'INITIATIVE DES COLLECTIVITÉS

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROJET :	FIDA
EMPRUNTEUR:	Belize
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère de l'agriculture et des pêches
COÛT TOTAL DU PROJET:	6,8 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	1,75 million de DTS (équivalent approximativement à 2,3 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt équivalent au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds ¹ .
COFINANCEUR:	Banque de développement des Caraïbes (BDC)
MONTANT DU COFINANCEMENT:	BDC: 3,4 millions de USD
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	1,1 million de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA/BDC
INSTITUTION COOPÉRANTE:	BDC

¹ La proposition tendant à porter le différé d'amortissement à cinq ans repose sur les raisons suivantes:

- a) le caractère hautement participatif du projet et son orientation vers les populations indigènes; le programme de décaissements; enfin, la durée d'exécution de sept ans;
- b) le plan de financement a été établi parce que la BDC et le FIDA souhaitaient cofinancer conjointement le projet et que le gouvernement cherchait à obtenir des conditions d'ensemble favorables de façon à alléger la pression sur sa capacité de financer les dépenses publiques et d'assurer le service de la dette.



NOTE DE PRÉSENTATION

Le groupe cible sera composé des 72 communautés rurales comptant quelque 24 000 ruraux pauvres ou 3 900 ménages vivant dans le district de Toledo et dans la partie méridionale du district de Stann Creek. Les bénéficiaires directs des services du projet seront les quelque 2 600 ménages ruraux pauvres dont les revenus nets sont inférieurs au seuil de la pauvreté, estimé en 1996 à environ 644 USD. La plupart des petits fermiers pratiquent l'agriculture de type "milpa"^a, soit la culture itinérante du riz, des haricots et du maïs sur quelque 20 acres (8 ha) de terre.

Les principaux obstacles au développement social et économique sont le manque d'accès aux ressources financières et l'absence de services de soutien adéquats, la faible productivité des systèmes agricoles, l'isolement géographique par rapport aux marchés et l'exclusion des grands courants de développement économique du pays. Cette dernière caractéristique s'applique particulièrement à de nombreuses communautés mayas attachées à des modes de vie traditionnels fondés sur l'agriculture de subsistance. Toutes ces contraintes sont aggravées par un brassage complexe d'ethnies (Mayas, Créoles, Garifunas, Métis et Indiens d'Asie) qui s'est avéré, à Belize et dans d'autres pays de la région Amérique latine et Caraïbes, avoir des répercussions profondes sur la conception et le succès des interventions en faveur du développement. On prévoit en particulier que les travaux d'amélioration du tronçon sud de la route entraîneront des changements économiques et sociaux profonds dans la région méridionale. Si le gouvernement juge l'amélioration de cette route essentielle pour la croissance économique et l'intégration nationale de la région, elle accélérera également le rythme du développement et pourrait accroître la vulnérabilité des communautés les plus pauvres en raison de l'intensification de la concurrence pour les ressources, notamment les ressources en terre.

Le projet privilégiera la participation directe des bénéficiaires à la conception et à l'exécution des activités. Par des actions d'information, de formation et d'assistance technique, il donnera aux communautés, aux organisations locales et aux groupes de producteurs, de femmes et de jeunes l'occasion et les moyens d'exprimer leurs besoins et leurs revendications et de les formuler en propositions. Il renforcera les organisations agricoles et communautaires afin d'accroître leur capacité à organiser et gérer des services destinés à appuyer les activités rémunératrices, à améliorer les techniques de production et à faciliter l'accès à de nouveaux débouchés. Il financera de petits investissements dans des infrastructures productives qui seront proposées par les communautés ou les groupes de producteurs. Un fonds de crédit administré par une institution financière de second rang fournira des lignes de crédit à des institutions financières intermédiaires telles que des organisations non gouvernementales et des caisses de crédit mutuel. Une assistance technique et une action de formation seront dispensées pour renforcer ces institutions intermédiaires. L'organigramme du projet prévoit que le groupe cible sera représenté au sein du Comité directeur du projet et du Comité local d'approbation.

Le projet bénéficiera de l'appui du programme de dons d'assistance technique du FIDA, de l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA) et du Programme de soutien aux populations indigènes du bassin de l'Amazone. Cet appui sera dispensé par le biais de l'assistance technique, de stages de formation et d'échanges avec d'autres projets du FIDA dans les domaines comme les services financiers ruraux, la privatisation des services et les systèmes de savoirs indigènes.

^a Voir annexe V pour des renseignements supplémentaires sur l'agriculture "milpa".



Le coût global du projet, d'une durée de sept ans, sera d'environ 6,8 millions de USD. Il sera financé par la Banque de développement des Caraïbes (3,4 millions de USD) et par le FIDA (2,3 millions de USD). Le gouvernement apportera une contribution de 1,1 million de USD.



RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT AU
BELIZE
POUR
LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET DE GESTION DES RESSOURCES
NATURELLES À L'INITIATIVE DES COLLECTIVITÉS

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt au Belize d'un montant de 1,75 million de DTS (équivalant approximativement à 2,3 millions de USD) aux conditions ordinaires, en vue de contribuer au financement du Projet de développement agricole et de gestion des ressources naturelles à l'initiative des collectivités. Le prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera administré par la Banque de développement des Caraïbes (BDC) en qualité d'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES ACTIVITÉS DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. Situé sur la côte atlantique de l'Amérique centrale, le Belize couvre une superficie totale de 23 000 km². Il est bordé au nord par le Mexique, à l'est par la mer des Caraïbes et au sud et à l'ouest par le Guatemala. L'économie du pays est axée essentiellement sur l'agriculture, qui a contribué en 1995 au produit intérieur brut (PIB) à hauteur de 21%. Le régime commercial préférentiel pour le sucre, les agrumes et les bananes étant appelé à disparaître graduellement à long terme, des efforts de diversification ont été engagés au profit de cultures non traditionnelles. Le Belize a enregistré au cours des années 90 un taux de croissance du PIB de 6% par an et une inflation faible, la plupart des variations étant imputables à des facteurs externes.

2. Les gouvernements précédents ont mené une politique d'encouragement aux investissements dans les secteurs non traditionnels de production et sont parvenus à développer une production de bananes, d'agrumes et de produits de la mer axée sur les exportations. Toutefois, le champ d'action du gouvernement est limité par la vulnérabilité de l'économie aux fluctuations des cours internationaux des produits de base. Afin de juguler le déficit budgétaire actuel, les dépenses publiques ont été fortement réduites à l'aide d'une panoplie de mesures comprenant le blocage des salaires dans le secteur public et des compressions de personnel dans la fonction publique. Au cours des quelques dernières années, le déficit global a augmenté, ce qui traduit une augmentation importante des dépenses d'équipement. Le Belize est considéré comme un pays à revenu moyen, avec un produit national brut par habitant (PNB) de 2 600 USD en 1996.

² Voir annexe I pour de plus amples renseignements.



3. Principal secteur économique, l'agriculture représente 70% environ des recettes à l'exportation et emploie près de 25% de la population active. Le Belize est largement autosuffisant pour la production de riz, de haricots et de maïs mais des produits d'importation moins chers provenant du Mexique et du Guatemala ont créé des problèmes à la fois pour les producteurs et pour les détaillants. La plupart des exploitations agricoles du Belize font moins de 20 hectares. Traditionnellement, les petits paysans ont du mal à obtenir des capitaux pour la modernisation de leurs exploitations. Les fermiers de la région méridionale, pour la plupart des Mayas, pratiquent encore la méthode traditionnelle "milpa"³ de culture itinérante pour produire du maïs et des haricots, essentiellement pour leur propre consommation, et du riz et du cacao pour la commercialisation.

B. Données d'expérience⁴

4. Le FIDA a financé le Projet de développement des petites exploitations de Toledo (prêt 172 BL), grâce à un prêt d'un montant de 2,1 millions de DTS (2,15 millions de USD). Ce projet a réussi à initier un nombre relativement limité d'agriculteurs à une agriculture sédentaire, ce qui a particulièrement facilité l'expansion de la riziculture mécanisée. En règle générale, les services d'appui comme la vulgarisation, le crédit et la commercialisation n'ont pas enregistré d'améliorations durables. Le projet a également apporté un appui aux organisations paysannes qui ont acquis une connaissance rudimentaire des techniques d'autogestion de leurs efforts de développement.

5. Les enseignements tirés de ce projet sont les suivants: tout nouveau projet devrait utiliser beaucoup plus largement le tissu social villageois pour promouvoir les activités de développement; un nombre beaucoup plus important d'organisations locales devrait participer à la prestation de services d'appui en fonction des besoins et des revendications du groupe cible; et l'octroi de prêts aux petits paysans exige des approches novatrices et souples. Il a été également recommandé qu'un nouveau projet concentre ses activités sur le groupe cible habitant les piémonts et les collines, en cherchant à améliorer la production agricole dans un esprit de conservation et de pérennisation de ses ressources naturelles; et que les activités dans les basses terres avec les groupes de bénéficiaires qui ont profité de la première phase du projet poursuivent les efforts de consolidation et d'optimisation du potentiel commercial de leur production agricole.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Belize

6. **Politique nationale de lutte contre la pauvreté du Belize.** La stratégie de réduction de la pauvreté du Gouvernement du Belize a pour but d'améliorer les infrastructures sociales et économiques, la qualité de vie des pauvres en leur offrant de meilleurs services de santé et d'éducation, les modes de faire valoir des terres, les systèmes de production et la commercialisation afin de renforcer les moyens d'existence des pauvres et les aider à s'affranchir de leur condition. Les principales stratégies s'articulent autour de la diversification économique, notamment la mise au point et la commercialisation de nouveaux produits. Dans ce but, des efforts devront être engagés pour renforcer les organisations de producteurs ruraux et les autres organisations susceptibles d'accroître la sécurité alimentaire, la formation de revenus et les emplois rémunérateurs tout en assurant la conservation et la bonification du milieu naturel. Il est notamment recommandé d'accorder une attention particulière au district de Toledo où des évaluations de la pauvreté ont mis en lumière des niveaux inquiétants de dénuement social et économique.

³ Voir Annexe V pour de plus amples renseignements sur ce mode d'exploitation agricole.

⁴ Voir annexe II Prêts antérieurs du FIDA.



7. **Activités de lutte contre la pauvreté financées par d'autres donateurs importants.** Le Fonds d'investissement social (FIS), qui vient à peine d'entrer en opération, est un projet de quatre ans (1997-2000) financé par la Banque mondiale et l'Union européenne, et doté d'un budget d'investissement de 11,7 millions de USD, dont environ 33% sont destinés aux districts de Toledo et de Stann Creek. Il a mené des activités expérimentales dans le district de Toledo où il a amorcé des processus de planification axés sur la participation communautaire dans une dizaine de villages. Le FIS octroie des dons de contrepartie aux communautés pour la mise en oeuvre de projets d'équipements sociaux, notamment cliniques, écoles, systèmes d'approvisionnement en eau, assainissement et routes de desserte locales. Les projets jugés prioritaires par les communautés bénéficient du concours financier du FIS si le Ministère ou l'organisme d'exécution responsable souscrit à cette proposition et s'il est en mesure d'en garantir à long terme l'exploitation et l'entretien. Le FIS fournit également des fonds aux activités rémunératrices dont la communauté peut bénéficier.

8. Le Projet environnement, société et assistance technique (ESTAP) qui couvre l'ensemble de la région sud est financé par la Banque interaméricaine de développement (BID). Il a été conçu pour faire face aux problèmes sociaux et écologiques qui pourraient éventuellement découler de la réfection de la route sud. La raison d'être du projet est l'atténuation des répercussions sociales et écologiques négatives, mais sa portée a été élargie pour inclure l'élaboration d'un plan d'aménagement du territoire pour la région. Dans le cadre de ce plan d'aménagement, il est également prévu de formuler des recommandations en matière de modes de faire valoir des terres. Le projet adoptera une démarche participative et il tiendra des séances de consultation avec les communautés afin d'établir le plan d'utilisation des sols pour chaque village. Les renseignements ainsi recueillis seront utilisés pour compléter l'information et les données secondaires sur les sols, la végétation, le patrimoine de ressources et l'utilisation des terres dans la région.

9. **Stratégie du FIDA au Belize.** La pauvreté en milieu rural au Belize, et en particulier dans la partie méridionale du pays, obéit à un ensemble complexe de problèmes économiques et sociaux qui freinent le développement de la région. Etroitement liée à l'ethnicité, elle est imputable au manque de services ruraux, à un faible degré d'intégration des marchés et à l'isolement géographique. Toutes ces contraintes sont exacerbées par une structure ethnique complexe qui a des répercussions profondes sur la conception et les résultats des interventions de développement.

10. La stratégie du FIDA dans le pays met l'accent sur sa volonté de rendre les services ruraux durables et accessibles pour les populations rurales les plus démunies afin d'améliorer leurs revenus. Elle privilégie l'appui à la stratégie nationale de développement adoptée par le gouvernement, notamment son approche de développement des communautés visant à renforcer les organisations et les structures de direction des collectivités locales et à encourager une plus grande participation dans les décisions affectant la vie de ces communautés. Elle cherche à infléchir la stratégie de lutte contre la pauvreté du gouvernement en améliorant l'efficacité du secteur agricole et à diversifier sa base de production et ses possibilités d'activités rémunératrices en tenant compte des spécificités des populations autochtones et de la place réservée aux femmes dans le développement de la région.

11. L'action du FIDA viendra compléter les investissements dans les infrastructures sociales réalisés par d'autres donateurs dans la région méridionale (notamment ceux de la BID dans le cadre du projet ESTAP visant à concilier les impératifs d'aménagement du territoire et les problèmes de tenure, et ceux de la Banque mondiale et de son Fonds d'investissement social) par des investissements dans les infrastructures productives. Conformément à la stratégie institutionnelle du FIDA, les initiatives qu'il envisage d'appuyer se concentreront sur le renforcement des capacités (notamment les capacités institutionnelles), la participation du secteur privé et la participation active des bénéficiaires à la prise de décisions et à l'exécution. Le projet bénéficiera également d'un appui des dons d'assistance technique financés par le FIDA, de l'Unité régionale d'assistance technique



(RUTA) et du Programme d'appui aux populations autochtones du bassin de l'Amazone. Cet appui sera dispensé par le biais de l'assistance technique, de stages de formation et d'échanges avec d'autres projets du FIDA dans des domaines comme les services financiers ruraux, la privatisation des services et les systèmes de savoirs indigènes.

12. **Raison d'être du projet.** Compte tenu des nombreux changements en cours dans la région sud qui affectent la base de ressources et la production agricole des communautés, il est particulièrement important d'investir dans un programme de développement des communautés axé sur l'autogestion.

13. Si l'on veut aider les communautés à appréhender l'impact du changement sur leur existence et sur la transformation éventuelle de leur culture, il faut leur donner les outils qui leur permettront de négocier la transition depuis des modes de vie plus traditionnels vers des modes de vie obéissant davantage aux forces du marché et à la consommation. Dans les communautés mayas plus traditionnelles, le rythme et l'orientation de ces changements suscitent des inquiétudes. Un élément important du projet consistera à aider ces communautés à faire face aux changements en leur permettant de mieux vivre de l'agriculture tout en préservant leur identité culturelle et en les faisant participer davantage au développement de la nation. D'autres groupes ethniques, comme les Indiens d'Asie et les Garifunas sont également défavorisés sur le plan économique mais moins en dehors des grands courants de la vie nationale que les Mayas. Ce sont là les principaux arguments qui militent en faveur de ce programme et qui soulignent que son exécution intervient à un moment particulièrement opportun.

14. Pour éviter le gaspillage des ressources, il faut concevoir des approches plus créatrices du développement. Le projet envisagé sera résolument tourné vers la participation directe des bénéficiaires, par le biais de leurs organisations communautaires, à la conception et l'exécution des activités du projet. De surcroît, il conforte une stratégie globale de développement selon laquelle les organisations locales doivent participer à l'exécution du projet et à la prise de décision, et qui prône une adéquation entre les services d'appui et les revendications exprimées par les groupes cibles.

15. Le projet envisagé vise à améliorer l'accès aux services ruraux et leur pérennité pour la région méridionale. Il faudra pour ce faire réaliser un équilibre délicat entre l'offre et la demande de services dans les communautés et les organisations locales. À l'heure actuelle, celles-ci n'ont pas accès aux services ou à l'appui nécessaires pour entreprendre des activités ou régler des problèmes. Le projet suivra une démarche visant à impartir progressivement aux communautés et aux organisations la capacité de passer des marchés pour les services dont elles ont besoin, dans un premier temps avec l'aide du projet, puis de façon autonome. Parallèlement, il renforcera la capacité des fournisseurs de services à répondre à ces demandes. Il apportera un appui technique, administratif et financier pour améliorer et, fréquemment, élargir le champ d'intervention des fournisseurs potentiels de services. Ceci s'applique particulièrement aux associations de producteurs et aux intermédiaires financiers.



DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

16. La zone du projet correspond à la région méridionale du Belize, soit la région située au sud de la route Hummingbird dans le district de Stann Creek et l'ensemble du district de Toledo (voir carte). La région sud couvre une superficie totale d'environ 2 500 miles carrés, dont la moitié environ est constituée de parcs nationaux et de réserves forestières, une proportion importante du reste de la région étant cultivée, soit en régime de culture sédentaire, soit en régime de culture itinérante.

17. Le groupe cible se composera de 72 communautés rurales regroupant quelque 24 000 ruraux pauvres, ou 3 900 ménages, dans le district de Toledo et dans la partie méridionale du district de Stann Creek. Les bénéficiaires directs des services du projet seront environ 2 600 ménages de ruraux pauvres ayant des revenus nets inférieurs au seuil de la pauvreté, estimé en 1996 à 644 USD.

18. Les schémas de peuplement de la région sud du pays tendent à refléter la diversité ethnique. Le district de Toledo présente des différences ethniques plus marquées que le district Stann Creek, dont la composition est plus homogène. C'est dans le district de Toledo que l'on retrouve la plus forte concentration de populations autochtones dont les modes de vie demeurent en général traditionnels, ce qui a une influence profonde sur sa vie économique et culturelle. Les Mayas Kekchi et Mopan constituent 75% de la population rurale du district. Les Garifunas, les Créoles, les Métis et les Indiens d'Asie sont les autres groupes ethniques qui bénéficieront du projet.

B. Objectifs du projet

19. L'objectif général du projet est de mettre en valeur le potentiel productif de systèmes durables d'utilisation des terres et de garantir aux familles des petits exploitants pauvres de la région sud des services d'appui accessibles. Les objectifs spécifiques sont les suivants: a) développer les aptitudes à la direction et à la gestion des groupes, en mettant l'accent sur l'équité entre les sexes, dans les organisations communautaires et locales pour leur permettre de concevoir, formuler et mettre en oeuvre des petits projets, notamment en matière d'activités rémunératrices; b) renforcer les institutions publiques et privées afin qu'elles fournissent des services non financiers plus efficaces dans le respect de l'équité entre les sexes, de la diversité ethnique et en incorporant le savoir indigène; c) garantir la fourniture de services financiers et de ressources accessibles aux familles rurales pauvres pour des investissements dans l'agriculture et les micro-entreprises; et d) améliorer les systèmes de production agricole pour les rendre économiquement et écologiquement viables et pour exploiter les possibilités de diversification de la production, de transfert de technologie et d'accès aux marchés.

C. Composantes

20. Le projet comporte quatre composantes: a) promotion des communautés et renforcement des organisations locales; b) services financiers ruraux; c) services techniques et d'appui à la commercialisation, et petits investissements dans les infrastructures; et d) coordination du projet.

21. **Promotion des communautés et renforcement des organisations locales.** Le but de cette composante est de permettre aux communautés de mieux comprendre les contraintes et les possibilités auxquelles elles sont actuellement confrontées sur le plan social, démographique et matériel, et à élaborer des plans et fixer des priorités propres à leur assurer des moyens d'existence durables sans compromettre la pérennité de leur culture et de leur milieu naturel. Dans le cadre de la méthode participative suivie, les organisations locales établiront un diagnostic et un plan sous la



conduite des animateurs de développement communautaire. Le produit de cette activité sera la formulation de propositions de projets de développement communautaire qui seront soumises au fonds de partage des coûts du projet. Le projet contribuera à la formulation des propositions par le biais de l'assistance technique et de l'appui aux activités de préinvestissement. Grâce à l'exécution des activités de cette composante, les communautés et les organisations locales renforceront leur capacité à exprimer leurs revendications et à formuler et exécuter les petits projets. Il est prévu que cette composante entreprendra des activités dans au moins 50 des 72 communautés de la zone du projet. La priorité devrait être accordée aux communautés les plus pauvres. Il est prévu que la formation et l'éducation constitueront un outil privilégié pour atteindre l'objectif de développement durable par le biais d'organisations communautaires, d'organisations non gouvernementales (ONG) et, selon le cas, d'organismes publics solides et efficaces.

22. **Services financiers ruraux.** Cette composante a pour but de permettre à la population cible d'avoir accès à des services financiers, en mettant en place de nouveaux mécanismes d'épargne et de crédit. La stratégie générale de cette composante est centrée sur des prêts modestes, à court terme, reposant sur des garanties collectives, sur l'épargne et sur d'autres formes novatrices de nantissement. Le groupe cible ne sera pas limité aux petits paysans mais sera élargi aux femmes et aux jeunes. A ce titre, au lieu de porter sur des cultures spécifiques, les prêts pourront être octroyés pour une vaste gamme d'activités de manière à favoriser la diversification. Cette composante est donc centrée sur l'accès aux services financiers plutôt que sur des cultures, des systèmes ou des modèles d'exploitation précis.

23. Cette composante comportera deux volets: i) un Fonds de financement rural (FFR) destiné à accroître les ressources financières disponibles dans la région. Il est prévu que 2 600 ménages auront accès aux services d'épargne et de crédit organisés dans le cadre des mécanismes de microcrédit; et ii) le renforcement des institutions financières intermédiaires (IFI). Sur la base d'un diagnostic institutionnel et de l'élaboration d'un plan d'entreprise assorti d'indicateurs de performance, deux ou trois IFI seront choisies pour avoir accès au FFR. Celui-ci financera les besoins en formation et en assistance technique de ces institutions pour la mise en oeuvre des techniques de microfinance (crédit et épargne), y compris les aspects relatifs à la gestion. Il permettra également de financer des voyages d'étude pour visiter des programmes de microfinancement probants en Amérique latine et en Asie. Le FFR octroiera des dons aux IFI participantes pour l'ouverture et la gestion de petites succursales de base dans les communautés cibles (personnel, équipement de base).

24. Pour garantir des résultats optimaux, réaliser des économies d'échelle et faciliter la gestion et le contrôle global des différents volets, la mise en oeuvre du FFR reposera sur un mécanisme à deux niveaux. La Development Finance Cooperation (DFC), une institution bancaire agissant à titre d'intermédiaire de deuxième rang, ouvrira des lignes de crédit pour quelques intermédiaires non bancaires de premier rang choisis à cet effet (ONG et caisses de crédit mutuel). À leur tour, les intermédiaires de premier rang fourniront des services de crédit et d'épargne aux bénéficiaires, soit à titre collectif, soit à titre individuel. Les IFI participantes devront répondre, ou être en mesure de répondre, à des critères rigoureux préétablis concernant la qualité de leur portefeuille et leur viabilité financière. L'objectif étant d'améliorer l'accès aux services d'épargne ainsi qu'au crédit, les caisses de crédit mutuel sont actuellement les institutions les mieux placées pour atteindre ce double objectif. Certaines ONG, bien que plus faibles sur le plan institutionnel, constituent des participants potentiels.



25. **Services techniques et d'appui à la commercialisation et petits investissements dans les infrastructures.** L'objectif de cette composante est de renforcer la capacité des organisations communautaires et locales à exécuter de petits projets de développement, notamment ceux portant sur les activités rémunératrices. Elle comportera deux volets: a) services de soutien technique et à la commercialisation: des services de vulgarisation fondés sur les méthodes paysan-à-paysan ainsi qu'une assistance technique spécialisée seront dispensés aux communautés et aux organisations locales de producteurs pour favoriser l'adoption de nouvelles technologies avec un minimum de risque, la diversification au profit de nouvelles activités agricoles ou non agricoles et pour ouvrir de nouveaux débouchés; cette composante exécutera également une action de formation soutenue pour améliorer la capacité des experts locaux et des ONG; et b) petits investissements communautaires: les communautés et les organisations auront accès à des fonds pour de petits investissements locaux afin d'accroître les possibilités d'activités rémunératrices et d'en augmenter les chances de succès. Le financement des sous-projets se fera sur la base d'une participation aux frais et conformément à des critères d'admissibilité, des procédures et des conditions définies dans le Manuel opérationnel.

26. **Coordination du projet.** Une Unité de coordination du projet (UCP), créée au sein du Ministère de l'agriculture et des pêches, aura la responsabilité générale de la coordination et de la gestion du projet, son exécution étant confiée à des organisations communautaires et locales ainsi qu'à des fournisseurs de services et des organismes privés et publics. L'UCP sera financée par le projet et sa dotation en personnel répondra aux critères fixés par le FIDA et par la BDC.

D. Coûts et financement⁵

27. **Coûts.** Les coûts totaux du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution et pour aléas financiers, sont estimés à 6,8 millions de USD. La période de décaissement estimée est de sept ans. Les coûts du projet sont résumés au tableau 1.

⁵ Voir annexe IV pour de plus amples renseignements.

**TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a**
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Promotion des communautés et organisations					
Renforcement institutionnel	959	121	1 080	11	17
Préinvestissement	200	-	200	-	3
Total partiel	1 159	121	1 280	9	20
B. Services financiers ruraux					
Renforcement institutionnel	344	22	366	6	6
Crédit	1 050	-	1 050	-	16
Total partiel	1 394	22	1 416	2	22
C. Services techniques et de commercialisation					
Développement agricole	1 611	51	1 662	3	26
Services de commercialisation	250	-	250	-	4
Investissements communautaires	500	-	500	-	8
Total partiel	2 361	51	2 412	2	37
D. Coordination du projet					
Unité de coordination du projet	902	99	1 001	10	16
Suivi et évaluation	307	26	333	8	5
Total partiel	1 209	125	1 333	9	21
Total des coûts de base	6 123	320	6 443	5	100
Provisions pour aléas d'exécution	55	32	87	37	1
Provisions pour aléas financiers	214	17	231	7	4
Total des coûts du projet	6 392	368	6 760	5	105

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

28. **Financement.** Le FIDA financera l'équivalent d'environ 2,3 millions de USD (33,9%) des coûts du projet et la BDC environ 3,4 millions de USD (50,3%). Le gouvernement apportera une contribution d'environ 1,1 million de USD (15,8%). Le plan de financement envisagé est résumé au tableau 2.

TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composantes	FIDA		BDC		Gouvernement		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%			
A.Promotion des communautés et organisations locales											
Renforcement institutionnel	744	63,6	222	19,0	203	17,4	1 169	17,3	139	987	43
Préinvestissement	-	-	200	100,0	-	-	200	3,0	-	200	-
Total partiel	744	53,3	422	30,8	203	14,8	1 369	20,3	139	1 187	43
B.Services financiers ruraux											
Renforcement institutionnel	108	27,5	248	63,6	35	8,9	391	5,8	25	355	10
Crédit	500	47,6	-	-	550	52,4	1 050	15,5	-	1 050	-
Total partiel	608	42,2	248	17,2	585	40,6	1 441	21,3	25	1 405	10
C.Services techniques et de commercialisation											
Développement agricole	190	11,1	1 460	85,0	68	4,0	1 718	25,4	60	1 639	19
Services de commercialisation	250	100,0	-	-	-	-	250	3,7	-	250	-
Investissements communautaires	-	-	500	100,0	-	-	500	7,4	-	500	-
Total partiel	440	17,8	1 960	79,4	68	2,8	2 468	36,5	60	2 389	19
D.Coordination du projet											
Unité de coordination du projet	376	33,8	595	53,4	143	12,9	1 115	16,5	115	964	36
Suivi et évaluation	125	34,1	175	47,8	66	18,1	367	5,4	29	328	9
Total partiel	501	33,8	771	52,0	210	14,2	1 482	21,9	144	1 292	45
Total des décaissements	2 293	33,9	3 401	50,3	1 066	15,8	6 760	100,0	368	6 274	118

* Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.





E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

29. **Passation des marchés.** La passation des marchés de biens et de services sera effectuée conformément aux procédures prévues dans les directives de la BDC en la matière. Tous ces biens et services seront acquis auprès des États membres du Fonds qui ont été déclarés fournisseurs agréés par ce dernier.

30. **Décaissement.** Le prêt proposé, d'un montant équivalent à 2,3 millions de USD, sera décaissé sur une période de sept ans, Les retraits sur le compte du prêt seront effectués conformément à des procédures acceptables pour le FIDA. Pour faciliter l'exécution du projet, un compte spécial, sur lequel le FIDA effectuera un dépôt initial de 200 000 USD, sera ouvert par le gouvernement auprès de la Banque centrale du Belize. Le gouvernement ouvrira un compte de projet sur lequel il déposera ses fonds de contrepartie. Le Ministère des finances conclura un accord subsidiaire pour le transfert des fonds, des droits et des obligations liés au crédit avec une institution de second rang. Celle-ci établira des accords de financement avec une ou plusieurs institutions financières intermédiaires qui géreront les fonds conformément aux dispositions du règlement régissant le crédit convenu par le gouvernement et le FIDA. La date de clôture du prêt est fixée au 30 juin 2006.

31. **Comptes et vérification.** Toutes les institutions recevant des fonds du FIDA pour le projet tiendront des comptes séparés. La vérification des comptes sera effectuée chaque année par des commissaires aux comptes indépendants agréés par l'institution coopérante. Le gouvernement transmettra le rapport de vérification annuelle au plus tard dans les six mois suivant la fin de l'année budgétaire. Le Ministère de l'agriculture et des pêches remettra des rapports de situation et des rapports financiers semestriels au FIDA et à l'institution coopérante. Le projet adoptera des procédures administratives, de passation des marchés et d'achat acceptables pour l'institution coopérante et pour le FIDA.

F. Organisation et gestion

32. **Participation des bénéficiaires et exécution du projet.** L'exécution du projet sera étalée sur sept ans, Cette durée est justifiée en raison des caractéristiques novatrices du projet pour le pays, de la participation des différentes communautés autochtones et de la nécessité de renforcer la capacité des institutions à mobiliser et encourager la participation communautaire. En outre, de nouveaux mécanismes et de nouvelles méthodologies de prestation de services en milieu rural devront être adoptés par les ONG et les IFI. Le projet sera exécuté en trois phases. Une première phase de six à neuf mois permettra d'effectuer les préparatifs nécessaires et de mettre en place les organes de gestion, de rédiger le Manuel opérationnel, de choisir les IFI, d'entreprendre une enquête initiale sur la zone du projet et de procéder à une formation intensive du personnel du projet, Suivra une deuxième phase de deux ans dont les principaux objectifs seront la consolidation des mécanismes du projet, par l'application du Manuel opérationnel, et la participation des organisations communautaires à son exécution. Cette phase fera l'objet d'une évaluation afin d'établir la meilleure stratégie à suivre pour la troisième phase, qui consistera à poursuivre la consolidation des mécanismes du projet et à élargir son rayonnement.

33. Le projet fournira des fonds en fonction des besoins et des desiderata des bénéficiaires, selon des modalités de partage des coûts, aux organisations communautaires, aux groupes de producteurs, aux groupes de femmes ou aux groupes de jeunes, pour financer des services de développement rural



destinés à la mise en oeuvre de petits projets productifs, La souplesse prévaudra dans l'attribution des fonds de manière à répondre à la diversité des demandes des différents groupes organisés, Avec la collaboration du projet, les communautés et les organisations présenteront leurs propositions d'investissement et de développement suivant des critères énoncés dans le Manuel opérationnel.

34. **Gestion du projet.** Le Ministère de l'agriculture et des pêches sera chargé de la coordination générale du projet. Toutefois, compte tenu de la démarche particulière adoptée par le projet, qui se fonde sur les revendications et les propositions soumises par les communautés et les organisations, le projet sera exécuté indépendamment des activités normales du ministère. Une unité de coordination du projet (UCP) sera constituée et chargée de la mise en oeuvre, Les caractéristiques du projet sont telles que l'UCP doit disposer d'une autonomie administrative pour prendre des décisions sur certaines questions de gestion financière et de comptabilité spécifiées dans le Manuel opérationnel. Cela permettra une exécution plus efficace et renforcera l'approche suivie, qui est celle d'un projet dont les collectivités locales pourront revendiquer la paternité et qui sera entraîné par la demande. Le Ministère de l'agriculture et des pêches devra mettre en place un système de contrôle du projet compatible avec les principes d'efficacité, de décentralisation et d'autonomie. L'UCP sera responsable de l'exécution effective des activités du projet conformément à la stratégie et aux orientations du plan de travail annuel. Elle coordonnera les activités du projet et collaborera avec d'autres projets et programmes apparentés exécutés dans la région par le gouvernement, notamment le Fonds d'investissement social et le projet ESTAP. Le Comité directeur du projet (CDP) sera dirigé par un représentant du ministère et constitué de représentants de divers organismes gouvernementaux, d'organisations communautaires et de producteurs de la région et d'ONG. Le rôle principal du CDP sera d'approuver et de superviser l'exécution du plan de travail et budget annuel, en fonction des stratégies et des politiques convenues pour le projet telles qu'elles figureront dans le Manuel opérationnel, de nommer et choisir le personnel du projet, d'approuver les propositions d'activités d'un montant supérieur à 25 000 USD et d'assurer la coordination avec le Comité directeur du projet ESTAP et avec le Conseil d'administration du FIS. Le Comité local d'approbation (CLA) constituera un petit sous-comité exécutif du CDP. Il approuvera les demandes de décaissement jusqu'à concurrence de 25 000 USD présentées par les communautés, les organisations de producteurs ou les groupes de femmes, Ses décisions seront prises conformément aux critères d'admissibilité et aux conditions prévues dans le Manuel opérationnel. Il sera composé de trois membres nommés par les représentants du gouvernement au sein du CDP et de trois membres nommés par les communautés, les organisations de producteurs ou les organisations ethniques/culturelles par le biais de leur Groupe consultatif local (GCL). Le GCL constituera également un forum de dialogue entre les parties concernées sur les politiques et les priorités du projet et fournira un retour d'information pour les décisions et la planification des activités et de la stratégie.

35. **Manuel opérationnel.** Le projet est conçu en fonction d'une approche participative, entraînée par la demande, selon laquelle les communautés ou les organisations locales proposent des sous-projets qui sont partiellement financés par un fonds de partage des coûts. Les règles, critères et procédures pour l'application pratique de cette approche figureront dans le Manuel opérationnel, Celui-ci précisera les procédures d'exécution que la direction du projet devra suivre. Une première ébauche de ce manuel sera préparée par le FIDA et la BDC. Elle sera ensuite affinée par l'UCP et par le CDP, puis revue et approuvée par le FIDA et la BDC. Le Manuel traitera des aspects suivants: a) organisation et gestion du projet; b) procédures financières et administratives; c) procédures d'approbation des sous-projets qui seront financés selon des modalités de partage des coûts; d) critères d'admissibilité pour les bénéficiaires et les activités; e) suivi et évaluation et établissement de rapports.



36. **Principes d'équité entre les sexes.** Le projet comportera des mécanismes spécifiques de participation et d'équité entre les sexes pour encourager les femmes à partager les avantages et les responsabilités des activités du projet. Dans les instances de décision, comme le CDP et le CLA, les groupes de femmes seront représentés. Au moins deux des agents de terrain travaillant auprès des communautés seront des femmes et une formation spécifique aux aspects relatifs à l'équité entre les sexes sera dispensée au personnel du projet et aux fournisseurs de services. La composante services financiers ruraux s'efforcera d'établir des groupes de femmes de manière à garantir leur participation et leur accès aux services d'épargne et de crédit.

37. **Suivi et évaluation.** Ces fonctions seront exercées à trois niveaux: a) communautés; b) UCP; et c) Ministère de l'agriculture et des pêches et institution coopérante qui finance le projet. Au premier degré, le suivi et évaluation s'effectueront à la base pour recueillir une information très simple et élémentaire. Le deuxième niveau couvre l'ensemble des responsabilités de l'UCP qui, par le biais de son agent de planification et de suivi, effectuera des visites trimestrielles dans chaque communauté pour s'informer des progrès de l'exécution ainsi que des problèmes rencontrés par les communautés. Le troisième niveau, qui correspond à la fonction d'évaluation, permettra de réaliser des études de l'impact des activités lancées par le projet. C'est l'Unité des politiques du ministère qui assumera ces fonctions à travers ses analyses des données et ses études d'évaluation de l'impact des activités. Une assistance technique et une formation seront fournies à l'agent de planification et de suivi et au personnel du ministère. Au cours de la première année d'exécution, une enquête initiale sera réalisée sur un échantillon d'au plus 150 ménages afin de définir les indicateurs de suivi et d'impact du projet. Un bilan à mi-parcours est envisagé à la fin de la troisième année d'exécution afin d'évaluer l'utilité des mécanismes du projet, l'application du Manuel opérationnel et les résultats obtenus par la composante services financiers ruraux.

G. Justification économique

38. On estime qu'environ 2 600 familles de petits paysans seront les bénéficiaires directs des investissements et des activités rémunératrices produits par le projet, Le nombre total de bénéficiaires de l'ensemble des composantes sera d'environ 17 000 personnes.

39. Une réduction de 15% des terres ensemencées entraînera une diminution de 20% du total des superficies cultivées. Cette stratégie de rationalisation de l'utilisation des ressources - essentiellement par l'introduction de la culture intercalaire haricots/maïs - permettra "d'économiser" les superficies ensemencées et de réduire d'autant la superficie totale des terres où le système cultural "milpa" est pratiqué. Malgré la diminution des terres cultivées, la production totale augmentera de 16%, grâce à une hausse moyenne des rendements prévue de 35% dans les surfaces cultivées. Cela signifie que, lorsque le projet sera entièrement opérationnel, la production agricole totale sera multipliée par un facteur de 1,32, soit une augmentation de 1,60 million de USD et une production totale d'une valeur de 8,1 millions de USD. En moyenne, chaque famille agricole bénéficiera d'une augmentation de 500 USD de ses revenus annuels. Ce surcroît de revenus portera, pour l'année visée, les revenus annuels moyens à 1 700 USD, soit un facteur d'augmentation relative de 1,4.

40. Le taux de rentabilité interne de l'analyse économique a été estimé à 17,5%. La valeur actualisée nette des avantages additionnels est estimée à 15,5 millions de USD et le coût marginal à 12,9 millions de USD, ce qui établit à 1,21 le rapport coût/avantages.



H. Risques

41. Les risques spécifiques suivants ont été répertoriés: a) l'approche participative et entraînée par la demande contenue dans ce projet implique des risques sur le plan du rythme d'exécution. La participation des organisations locales et leur faible capacité institutionnelle pourraient empêcher le projet d'atteindre les objectifs d'autogestion recherchés; b) la stratification du projet, sa couverture géographique étendue et la diversité de ses populations cibles pourraient compromettre l'efficacité, l'à-propos et l'utilité des mécanismes d'exécution et de coordination; c) si les intermédiaires financiers de premier rang ont l'avantage de pouvoir atteindre une clientèle plus isolée, ils ne possèdent pas toujours la capacité de gérer les fonds efficacement; d) la nature délicate de la question de la tenure pourrait faire obstacle au règlement des litiges fonciers et réduire du même coup l'impact global de l'action de développement du projet. L'atténuation des risques a été prévue dans la conception du projet, notamment par les mesures suivantes: a) la participation des organisations et institutions locales existantes travaillant au niveau communautaire, en leur dispensant une formation et une assistance technique pour qu'elles puissent acquérir des compétences en matière de gestion et de planification; b) l'accent mis sur le renforcement institutionnel et le renforcement des capacités des institutions participantes; c) le renforcement institutionnel et l'assistance technique extérieure pour les intermédiaires financiers de second et premier rang; et d) l'exécution du projet ESTAP particulièrement centré sur les mesures d'atténuation des risques afin d'améliorer le régime foncier et l'utilisation des sols.

I. Impact sur l'environnement

42. Les technologies agricoles qui bénéficieront de l'appui du projet visent autant à rendre l'agriculture plus durable qu'à accroître la production et on peut donc prévoir qu'elles auront des effets bénéfiques sur l'environnement. Le projet privilégiera les technologies qui diminuent la dégradation des terres et améliorent la fertilité des sols, plutôt que celles qui font appel à des apports importants d'engrais et de produits chimiques. L'amélioration des possibilités de production grâce à l'apparition de nouveaux marchés, à l'augmentation des prix et à un meilleur accès aux services risquent d'entraîner une expansion de l'activité agricole dans des terres moins propices. Le projet s'efforce de réduire ces risques en accordant une attention particulière à la gestion des ressources naturelles à l'échelon des communautés et à l'échelon du producteur. De façon générale, il devrait avoir des effets bénéfiques sur l'environnement.

J. Aspects novateurs

43. Le projet est novateur essentiellement dans la mesure où il fait une place importante à la participation des bénéficiaires à la prise de décision, en particulier lorsqu'il s'agit d'établir leurs investissements prioritaires et de participer directement à la conception du projet ainsi qu'à la passation des marchés avec les fournisseurs de services. Les services financiers ruraux introduiront des techniques et des méthodes de crédit basées davantage sur l'épargne et les nantissements collectifs. Le crédit deviendra accessible pour le groupe cible qui, faute de pouvoir offrir des garanties solides, en avait été exclu. Il permettra également aux institutions financières intermédiaires d'accorder des prêts en fonction de l'analyse de la personnalité et de la capacité de remboursement de ses clients et non seulement en fonction de leur activité agricole.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

44. Un accord de prêt entre le Belize et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'Emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.



45. Le Belize est habilité, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.
46. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

47. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera au Belize un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à un million sept cent cinquante mille droits de tirages spéciaux (1 750 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} avril 2016 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président,

Le Président
Fawzi H, Al-Sultan



**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES
DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations de prêt conclues le 21 avril 1998)

1. Le Gouvernement du Belize (ci-après dénommé "le Gouvernement") mettra à la disposition de la Development Finance Corporation (DFC) les fonds du prêt qui seront nécessaires pour mettre en oeuvre la sous-composante RFF conformément à un accord subsidiaire jugé acceptable par le FIDA (Accord subsidiaire DFC).
2. Le Gouvernement fera en sorte que la DFC mette ces fonds du prêt à la disposition des IFI selon les besoins pour exécuter la sous-composante fonds de financement rural (FFR) conformément à des accords subsidiaires jugés acceptables par le FIDA.
3. Le Gouvernement veillera à ce que l'UCP ouvre puis tienne dans une banque commerciale, jugée satisfaisante par le FIDA, un compte de projet en dollars de Belize sur lequel le Gouvernement déposera un montant initial équivalant à 100 000 USD provenant de ses propres ressources et qu'il réapprovisionnera périodiquement par la suite en versant les fonds de contrepartie locale nécessaires conformément aux prévisions du programme de travail et budget annuel du projet.
4. Pendant l'exécution du projet, le Gouvernement et le FIDA réexamineront périodiquement les taux d'intérêt à appliquer aux crédits consentis à l'aide des fonds provenant du prêt. Le Gouvernement prendra, si nécessaire, les mesures appropriées conformes à sa politique pour harmoniser les taux d'intérêt sur les crédits avec la politique du FIDA en matière de taux de rétrocession de prêts.
5. En se conformant aux conditions indiquées au paragraphe 4 ci-dessus, le Gouvernement veillera à ce que les IFI réduisent au minimum leurs coûts afférents à l'exécution de la partie B.1 du projet dans la mesure où cela affecte la marge d'écart d'intérêt.
6. Le Gouvernement créera et tiendra ou fera créer et tenir par la DFC un fonds renouvelable pour le projet où seront détenus principal et intérêts, déduction faite des dépenses de fonctionnement et autres, perçus sur les prêts accordés aux agriculteurs grâce aux fonds du prêt. Les montants disponibles dans ce fonds renouvelable seront utilisés par la DFC pour élargir les services de crédit dispensés par les IFI aux bénéficiaires en conformité avec l'accord de prêt, ou d'autres activités de développement compatibles avec les objectifs et politiques du FIDA au moins jusqu'à ce que le principal, les intérêts et les autres charges du prêt aient été entièrement versés.
7. Le Gouvernement veillera à ce que, dans un délai de quatre mois à compter de la date de l'accord de prêt, le CDP soit établi comme prévu au paragraphe 6 de l'annexe audit accord.
8. Le Gouvernement veillera à ce que, dans un délai de sept mois à compter de la date de l'accord de prêt, l'UCP soit établie comme prévu au paragraphe 8 de l'annexe audit accord.



9. Le Gouvernement veillera à ce que, dans un délai de neuf mois à compter de la date de l'accord de prêt, l'UCP et le CDP aient élaboré une version provisoire de manuel d'opérations du projet et aient soumis cette version au FIDA pour approbation.

10. Au cours de l'établissement du programme de travail et budget annuel, l'UCP veillera à ce que les ressources du projet soient allouées de façon équitable aux collectivités marginales et très pauvres, aux groupes de femmes et en général aux organisations les plus faibles et les moins structurées de la population cible.

11. Les activités du projet seront coordonnées avec celles de l'ESTAP et du FIS dans la zone concernée. Le Gouvernement veillera à ce que l'ESTAP et le FIS inscrivent un point intéressant les deux autres projets à l'ordre du jour des réunions de leur comité directeur et de leur conseil d'administration, respectivement; une réunion annuelle conjointe sera organisée avec les membres du CDP et les cadres de l'ESTAP et du FIS pour échanger des informations sur les programmes et budgets des trois projets.

12. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions additionnelles à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt.

- a) création d'un CDP provisoire;
- b) désignation d'un directeur de projet jugé satisfaisant par le FIDA.

13. Aucun retrait ne sera opéré sur le compte du prêt et aucun paiement ne sera effectué sur le compte spécial en ce qui concerne:

- a) le prêt jusqu'à ce que la BDC ait confirmé au FIDA que: i) l'accord de prêt de ladite banque a été dûment mis en oeuvre et a pris juridiquement force obligatoire pour les parties, conformément aux dispositions prévues, ii) à moins que le FIDA n'en décide autrement, toutes les conditions nécessaires avant le premier décaissement du prêt de la BDC ont été remplies par le Gouvernement;
- b) le prêt, jusqu'à ce que le Gouvernement ait effectué le dépôt initial sur le compte du projet mentionné au paragraphe 3 ci-dessus;
- c) le Fonds de développement communautaire, jusqu'à ce qu'un manuel d'opération du projet ait été approuvé, pour la forme comme pour le fond, par le FIDA et la BDC et adopté par le Gouvernement;
- d) le FFR jusqu'à ce que le FIDA ait reçu des exemplaires certifiés conformes de l'accord subsidiaire avec la DFC jugé satisfaisant pour la forme comme pour le fond par le FIDA, dûment signées par le Gouvernement et la DFC; ii) des documents prouvant que le Gouvernement a autorisé la DFC à déposer au FFR un montant maximum de 500 000 USD et que la DFC a effectué le dépôt initial dans ce fonds prévu par l'accord subsidiaire concernant la DFC.



COUNTRY DATA
BELIZE

Land area (km² thousand) 1994 4/	23	GNP per capita (USD) 1995 2/	2 630
Population (million) 1995 4/	0.22	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1985-95 2/	4.4
Population density (population per km²) 1995 1/	9	Average annual rate of inflation, 1985-95 2/	3.5
Local currency	Belize dollar (BDZ)	Exchange rate: USD 1 =	BZD 2.00
Social Indicators		Economic Indicators	
Population growth (annual %) 1995 4/	2.4	GDP (USD million) 1994 1/	578
Crude birth rate (per thousand people) 1995 4/	32	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1980-90	n.a.
Crude death rate (per thousand people) 1995 4/	4	1990-95	n.a.
Infant mortality rate (per thousand live births) 1995 1/	36	Sectoral distribution of GDP, 1994 4/	
Life expectancy at birth (years) 1994 3/	74.0	% agriculture	20
Number of rural poor (million) 1/	n.a.	% industry	28
Poor as % of total rural population 1/	n.a.	% manufacturing	15
Total labour force (million) 1995 4/	0.07	% services	53
Female labour force as % of total, 1995 1/	22	Consumption, 1994 4/	
Education		Government consumption (as % of GDP)	17
Primary school enrolment (% of age group total) 1993 1/	n.a.	Private consumption (as % of GDP)	63
Adult literacy rate (% of total population) 1994 3/	70.0	Gross domestic savings (as % of GDP)	20
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1992 3/	2 670	Merchandise exports, 1995 4/	143
Index of daily calorie supply per capita (industrial countries=100) 1992 3/	n.a.	Merchandise imports, 1995 4/	259
Prevalence of child malnutrition (% of children under 5) 1989-95 1/	n.a.	Balance of trade	- 116
Health		Current account balances (USD million)	
People per physician, 1993 4/	2 028	before official transfers, 1995 4/	- 63
People per nurse, 1993 4/	490	after official transfers, 1995 4/	- 30
Access to safe water (% of population) 1990-96 3/	n.a.	Foreign direct investment, 1995 4/	21
Access to health service (% of population) 1990-95 3/	n.a.	Net workers' remittances, 1995 4/	13
Access to sanitation (% of population) 1990-96 3/	n.a.	Income terms of trade (1987=100) 1995 1/	n.a.
Agriculture and Food		Government Finance	
Cereal imports (thousands of metric tonnes) 1994 4/	15	Overall budget surplus/deficit (as % of GDP) 1994 4/	-10.5
Food imports as percentage of total merchandise imports 1993 4/	18	Total expenditure (% of GDP) 1994 4/	31.1
Fertilizer consumption (hundred grams of plant nutrient per arable ha) 1994 4/	1 088	Total external debt (USD million) 1995 4/	261
Food production index (1989-91=100) 1995 4/	134	Total external debt (as % of GNP) 1995 4/	45.9
Food aid in cereals (thousands of metric tonnes) 1994-95 1/	n.a.	Total debt service (% of exports of goods and services) 1995 1/	n.a.
Land Use		Nominal lending rate of banks, 1995 4/	15.7
Agricultural land as % of total land area, 1994 4/	5	Nominal deposit rate of banks, 1995 4/	9.4
Forest and woodland area (km ² thousand) 1993 3/	21		
Forest and woodland area as % of total land area, 1993 3/	92		
Irrigated land as % of arable land, 1994 4/	3.5		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 1997

2/ World Bank, *Atlas*, 1997

3/ UNDP, *Human Development Report*, 1997

PREVIOUS IFAD LOANS IN BELIZE

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of Approved Amount)
Toledo Small Farmers Development Project	IFAD	UNOPS	I	05 Sep 85	24 Aug 88	31 Jul 95	L - I - 172 - BL	SDR	2 10€	79.3%

Note: I = Intermediate



TENTATIVE LOGFRAME

Narrative summary	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions Note: Assumptions in italics are those beyond managerial influence.
Main objective To contribute towards rural poverty reduction by competitively and sustainably raising production, employment and income of the rural poor.	The level of poverty among the poor rural families in Toledo and Stann Creek districts has decreased by PY 7 by ---%.	Poverty Study in PY 1, repeated in PY 7.	For sustainability: <i>Clear cut government policy is prevailing that is favourable to the indigenous population residing in reservation areas.</i>
Purpose To develop the productive potential of sustainable land-use systems and ensure accessible support services to poor smallholder families in the Southern region.	Milpa farmers perceive a sustainable improvement in their agricultural production yield as a result of project efforts.	Survey of WWs. PRA with men and women beneficiaries.	Purpose to objective: <i>Project duration and effort has brought about a sustainable process of self-management of the indigenous populations.</i>
Outputs 1. Group management and leadership skills have been developed in at least 50 communities. Technical, financial, microentrepreneurial, marketing and business services have been requested and used effectively for investment options. Support technical services have become customer-oriented and tailored by respecting ethnic differences/ethnic diversity and mixing indigenous knowledge systems with western scientific knowledge systems. 2. 2 600 men and women have received financing for on- and off-farm activities through IFIs (75% formal) with a repayment rate over 90%, transaction period max. 15 days for first loans, 5 days for repeat loans, drop-out rate below 20%, loan loss rate max. 3%. 3. Transfer of agricultural technology and non-agricultural production promotion by reinforced private/public services has reached 2 000 households by year 7. A number of 50 community investment projects will have been executed with matching grants. 4. PCU including M&E unit is installed and operational by year 0.5	1.1 No. of groups formed in no. of communities. 1.2 No. of services provided per category (marketing, technical, financial). 1.3 Farmers' perception of quality of services provided. 2.1 No. of financial services' recipients per year by gender and community. 2.2 Repayment Rates. 2.3 Average length of transaction period. 2.4 Dropout Rate. 3.1 New agricultural technology adoption rate. 3.2 Agricultural production increased by -%. 3.3 No. of community investments financed by matching grants.	Community Mobilizers Field Reports Marketing Coord. and Community Mobilisers Field Reports Beneficiaries' interviews. DFC financial statements. STI Reports. Community Mobilizers Field Reports. Monthly, quarterly and semi-annual reports.	Results to purpose: Economic prospects and <i>land tenure situation</i> are conducive to indigenous men and women farmers' willingness to invest in the improvement of their agricultural system. Weakness in information, proven methodologies of extension and professional experience and background.
Activities 1. Community Promotion and Strengthening: 2. Financial Services <ul style="list-style-type: none"> • Institutional strengthening • Credit Fund 3. Technical Services and Production Support <ul style="list-style-type: none"> • support services on demand driven basis for agricultural development, marketing; • community investments proposals 4. PCU and M&E	Resources 1. CD programme manager, 4 CD field-workers (at least 2 women) 2. Financial experts, Gov. organizations, credit unions and NGOs 3. Services provided by consultants, technicians, farmer-to-farmer trainers; civil works 4. Director, 2 Coordinators (technical services and community development), Accountant support staff	Budget in USD million 1. 1.28 2. 1.42 • 0.37 • 1.05 3. 2.41 • 1.91 • 0.50 4. 1.33	Activities to output: 1. Effective modalities are found to reach the least accessible indigenous men and women beneficiaries. 2. All services are supplied to men and women beneficiaries on a demand-driven basis. 3. <i>A clear and dynamic land tenure and administration policy is operational and accessible for men and women farmers while maintaining the communal aspects of the Mayan Indian cultures.</i> Conditions prior to disbursement: Signature of Loan Agreement; Recruitment of PCU Director; Opening of Special Account.



COSTS AND FINANCING

Expenditure Accounts by Components - Totals Including Contingencies (USD '000)

	Community Promotion & Local Organization		Rural Financial Services		Technical & Marketing Services			Project Management		Total
	Institutional Strengthening	Pre-Investment	Institutional Strengthening	Credit	Agricultural Development	Marketing Services	Community Investments	Project Coordination Unit	Monitoring & Evaluation	
I. Investment Costs										
A. Vehicles & Equipment										
Vehicles	100	-	-	-	42	-	-	62	20	225
Equipment	9	-	22	-	11	-	-	54	6	102
Subtotal	110	-	22	-	53	-	-	116	26	327
B. Community Development Fund	250	200	-	-	1 200	250	500	-	-	2 400
C. Credit										
Credit Fund	-	-	-	1 000	-	-	-	-	-	1 000
Administration Fee	-	-	-	50	-	-	-	-	-	50
Subtotal	-	-	-	1 050	-	-	-	-	-	1 050
D. Training, Studies & Consultants	57	-	122	-	95	-	-	201	175	650
Total Investment Costs	417	200	144	1 050	1 348	250	500	317	202	4 427
II. Recurrent Costs										
A. Salaries	484	-	175	-	265	-	-	608	115	1 646
B. Operation & Maintenance	268	-	72	-	106	-	-	190	50	686
Total Recurrent Costs	752	-	246	-	370	-	-	798	165	2 332
Total PROJECT COSTS	1 169	200	391	1 050	1 718	250	500	1 115	367	6 760
Taxes	43	-	10	-	19	-	-	36	9	118
Foreign Exchange	139	-	25	-	60	-	-	115	29	368

**Disbursements Accounts by Financiers
(USD' 000)**

		IFAD		CDB		Government		Total		Foreign	Local	Duties &
		Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Exchange	(exc. taxes)	Taxes
A.	Vehicles & Equipment	278	85.0	--	--	49	15.0	327	4.8	231	47	49
B.	Community Development Fund	450	18.7	1 950	81.3	-	--	2 400	35.5	--	2 400	--
C.	Credit											
	Credit Fund	500	50.0	--	--	500	50.0	1 000	14.8	--	1 000	--
	Administration Fee	--	--	--	--	50	100.0	50	0.7	--	50	--
	Subtotal	500	47.6	--	--	550	52.4	1 050	15.5	--	1 050	--
D.	Training, Studies & Consultants	57	8.8	593	91.2	-	--	650	9.6	--	650	--
E.	Salaries	659	40.0	626	38.0	362	22.0	1 646	24.4	--	1 646	--
F.	Operation Costs	306	44.6	311	45.4	69	10.0	686	10.1	137	480	69
	TOTAL	2 250	33.3	3 481	51.5	1 029	15.2	6 760	100.0	368	6 274	118





THE MILPA SYSTEM AND ETHNICITY AND CULTURE

1. **The *milpa* system.** Most of the project target group base their livelihood on the *milpa* system. The Mayans practise the *milpa* system of agriculture that is integral to a deep-rooted set of cultural patterns and beliefs. It consists in a shifting slash-and-burn system of cultivation. Its principal output is corn and beans as crops for home consumption, and *milpa rice* and cacao as cash crops. The system is combined with fruit trees, vegetables and small livestock production. They grow corn, beans and upland rice during the rainy season, and smaller areas of *matahambre* corn during December-April under continuous mulch-cropping on river levees.

2. Each farmer determines the size of his annual *milpa* in advance according to family needs and how much assistance at planting and harvesting time he can expect from relatives of his extended family, or how much cash reserve he has to hire labour. A typical *milpero* cultivates five acres of *milpa* per year with average bush fallow season reduced to 5-6 years. He also grows a *matahambre* crop of usually 1 acre, but this is cropped annually. Assuming a minimum of five years fallow, land requirements for a subsistence *milpero* farmer using traditional methods of production is 30 acres. Opportunities rising from Guatemala's demand for grains, especially rice, explain the intensification of land cultivation that has occurred in the regions close to the border. In many communities, changes in the traditional *milpa* system are taking place in order to allow intensification driven from new market opportunities.

3. Toledo exhibits sharp ethnic differences from Stann Creek, being more homogeneous. The district has the greatest concentration of indigenous people, still largely devoted to traditional patterns of existence, which profoundly influences economic and cultural life. The Mayans constitute 63% of the population of the district: and 75% of rural population. They comprise two groups, the Mopans and the Kekchis and are concentrated in rural settlements, mainly in the uplands in the southwest of the district. In recent years, because of pressure on land, access to employment and amenities and rising expectations, Mayans are increasingly migrating to more accessible villages along the Southern Highway, and into Stann Creek.

4. Other significant ethnic groups in Toledo include Mestizos (12%), Garifunas (10%), East Indians (8%) and Creoles (6%). The Garifunas reside mainly in the district town of Punta Gorda and the village of Barranco, a coastal settlement in the extreme south of the district. Traditionally engaged in fishing and farming, the Garifunas now benefit from public service employment, many being employed as teachers. The East Indian population arrived in the mid-nineteen century as indentured labour and now pursue mixed occupations in farming, commerce and transportation. They are centred in a number of villages along the Southern Highway and at Mafredi along the San Antonio Road. There are also a few Mennonites in Toledo including a group which has recently purchased land for settlement and, eventually, may number up to 100 families.

5. Ethnic diversity tends to segment patterns of settlement in the southern region, with patterns of settlement differing in Stann Creek and Toledo depending on whether the community is predominately Maya or non-Maya. In Toledo especially this has implications for farming systems and land use, the latter factor depending in turn on whether farms are located on reservations, where the Mayans hold land communally, or is freehold, or leased from Government. Title to the reservations is ambiguous in the extreme, with the Mayans having only usufruct to land owned by the Government. About half the Mayans in Toledo reside in the reservations, while many others have migrated to villages along the Southern Highway, and into Stann Creek where they lease land or, in many cases



are settled on land to which they have no legal title. The two groups of Mayans, Mopans and Kekchis, have distinct preferences for settlement sites with the Mopans tending to prefer well-drained villages in the hills and the Kekchis opting for foothill settlements at lower elevations. Size of village and location along a road also affect settlement boundaries, possibilities for expansion and income opportunities.



ORGANIZATION AND MANAGEMENT

Organization

1. The project will be implemented over a seven-year period. The duration is justified because of the project's innovative features and the need to build up the institutional capacity of mobilization and promotion of community participation. In addition, new technologies and methodologies of rural services delivery and rural financial operations have to be adopted by NGOs, financial institutions, independent professionals and consultants. A new approach of implementation based on demands from communities and organizations is proposed and has to be consolidated.
2. The project will be implemented in **three phases**. One **initial phase** of nine months when the project starts and organizes the different management bodies to implement project activities. The main activities in this phase will be: to appoint the project staff and to install and equip the project office in Punta Gorda; to open the project special account and the project account; to train project staff; to train the community mobilizers; to complete and approve the Operations Manual; and to assist the community and local organizations to designate their representatives in the Project Steering Committee (PSC) and the Local Approval Committee (LAC).
3. A **second phase** of two years when the main goals are the consolidation of project operation mechanisms, through the Operations Manual and involvement of community organizations in project implementation. This phase will be evaluated in order to better assess the strategy for the **third phase** of consolidation of the project mechanisms and expansion of its outreach.
4. The MAF will be responsible for overall coordination and management of the project execution. For that purpose, a PSC will be established in charge of policy decision and control of operations, a LAC as a sub-committee of the PSC for decision-making at local level and a project coordination unit (PCU) who will assume day-to-day implementation duties.
5. **Project Steering Committee.** The PSC is the project's highest executive body. Its main responsibilities are to approve the project Operations Manual and the annual work plan and budget AWP/B, appoint the PCU staff and approve project contracts exceeding USD 25 000. The PSC will be formed by the Permanent Secretaries of the Ministries of Agriculture and Fisheries (chairman), Economic Development, Natural Resources, and Human Resources and the General Manager of Development Financial Corporation. There will be five representatives from community and local organizations.. The project will assist community and local organizations to agree on guidelines and criteria to select the beneficiaries' representatives. The Project Director will be the PSC Secretary without voting rights.
6. **Local Approval Committee.** The LAC is a small executive sub-committee of the PSC, composed of three Government representatives of the PSC and three representatives of community and local organizations. Its main responsibility is to approve applications for financing subprojects submitted by community and local organizations. Its decisions will be taken in accordance with the eligibility criteria established in the Operations Manual, and technical reports prepared by the PCU that have screened the applications submitted. A local advisory group will constitute a forum for dialogue between stakeholders regarding project policy, priorities and provide feedback information for planning and project strategy to its representatives on the LAC and PSC.



7. **Project Coordination Unit.** The PCU will be responsible for the effective implementation of project activities in accordance with project strategy and the AWP/B and policies approved by the PSC, IFAD and CDB. The PCU will coordinate project activities and cooperate with related projects and programmes implemented in the project area by the Government, especially SIF and ESTAP.

8. To empower the PCU to perform its functions and attain the project objectives and targets, the Operations Manual has incorporated certain criteria: **autonomy, decentralization, flexibility.** Given the nature of the project, based on a cost-sharing fund, disbursement authorizations must be decentralized and autonomous to make it possible to meet a wide range of applications submitted by the communities. Guarantees for a proper financial administration will not be based on *ex ante* and centralized controls but on: (i) appropriate administrative and internal control and rules established in the Operations Manual; (ii) wide dissemination of information about project operations and accountability and transparency on decision-making at all levels of project organization. (iii) periodical internal auditing and annual external auditing; and (iv) participation of the beneficiaries in project decision and control as direct beneficiaries but also as representatives on PSC and LAC.

9. **Targeting.** Imbalances in demand-driven projects are a major implementation risk. The targeting activity is crucial to obviate concentration of project support in the most capable and well organized communities and organizations. To avoid imbalances in project implementation, the community and local organizations promotion and strengthening component will promote and mobilize the more disadvantaged organizations, encouraging them to submit development subproject proposals to be financed by the project on a cost-sharing basis. The AWP/B prepared by the PCU and approved by the PSC will detail the planned promotion activities, the communities and local organizations where promotion activities will be implemented, expected results and terms for accomplishment of the activities. These promotion activities will be closely monitored and reported.

10. The targeting will take into account criteria to achieve an equitable distribution and allocation of the resources and activities among communities and organizations, including the following: levels of poverty; geographical isolation, ensuring that target communities or organizations are representative of different ecosystems and production systems within the project area: e.g., Stann Creek and Toledo, coast, mountains, plains and forest, ensure involvement of women's and youth groups and organizations, ensure the representation of producers, ethnic, gender organizations.

11. The PSC and PCU will ensure that these criteria are being applied during the planning and promotion of activities and that community mobilizers employ the proper methodologies for participatory needs assessment.

12. **PCU Composition.** The PCU will have a director, an accountant, two coordinators for technical and marketing services and for community promotion and local organizations strengthening. There will also be four community mobilizers, one technical and marketing services assistant and one accountant assistant. Staff will be based at Punta Gorda, the project headquarters.

13. **Appointment of PCU Staff.** The staff contracted by the project as long-term staff, will have the background, experience and training required for the posts they occupy. The project director and the Accountant will be appointed by the PSC. The rest of the staff will be selected with the participation of the Director. Appointment of project technical staff will be as follows:

- The PSC will designate a commission for selection and appointment of staff. IFAD/CDB will designate a representative in that commission.



- The terms of reference will be detailed and approved by the PSC.
- The commission will establish criteria for qualifying merits and experience.
- The commission will publicize an open invitation for candidates.
- Based on the qualification of merits, the commission will select a short list of candidates for interview.
- After the interview, the commission will propose candidate to be appointed by the PSC.
- IFAD/CDB approval will be needed for all professional staff appointments.

Implementation

14. **Operations Manual.** Project design is based on a participatory demand-driven approach where communities or local organizations submit sub-projects which are partially financed through a cost-sharing fund. The rules, criteria and procedures for operationalizing this approach will be established in an Operations Manual. The manual will set out the operational procedures to be used by project management for overall project implementation. A first draft will be prepared by IFAD and CDB, refined by the PCU and the PSC and reviewed and approved by IFAD and CDB. The manual will detail: (i) project organization and management, (ii) financial and administrative procedures, (iii) procedures for approval of sub-projects to be financed on a cost-sharing basis, (iv) eligibility criteria for beneficiaries and activities, and (v) monitoring and evaluation and reporting.

15. The main result of the promotional work under the **community promotion and local organization strengthening component** performed directly by the PCU will be the formulation of projects for income-generating or community development activities. These constitute the output of a process of identifying the problems and aspirations of the communities or groups within the communities, or between communities. Community projects will be designed, based on an analysis of the problems and opportunities. To simplify the formulation and approval formalities, the submission of these projects will follow a standard format which will ensure that the information required for analysis is complete. This information will mainly relate to the following: the project beneficiaries, rationale, costs and cost per beneficiary, feasibility, sustainability and community participation in the financing.

16. A promoter belonging to the PCU will be responsible for promoting, accompanying and advising the communities throughout the process of formulating community initiatives. In this, he will be supported by specialists to improve the quality of the presentation of the applications. The specialists will help the communities supply all the information and know-how needed to improve the diagnosis and community planning. In view of the features of the area, the main demands for enhancing the process will be in the following areas: marketing, production technology, land rights and the legal framework and project formulation and feasibility analysis. The PCU will have a small fund at its disposal to finance these community application formulation support requirements.

17. Proposals will be submitted by the communities, producer organizations, ethnic organizations, or groups (women, youth) to the PCU; during its checking process the PCU will ensure that the proposal submitted is compliant with the regulations in terms of project eligibility and applicant eligibility, and that the information required is completed in accordance with the Operations Manual. The PCU will present reports, pointing out the strengths and the weaknesses of



the proposal; this must be done quickly, e.g., within two or three weeks of submission to the PCU the decision of the TCU should be ready.

18. The LAC will meet at least once a month and the members will receive the reports of the PCU on to the applications submitted by the community, organizations or groups in advance of the meeting. The appraisal and approvals process must not take more than four weeks. The LAC will be empowered to approve requests for financing up to the equivalent of USD 25 000. Any figure in excess of this must be approved by the PSC. The project will supervise the implementation of the contracted activities, gathering information on them, and recording impacts and results. These records will be published regularly. The project can contract out supervision and control to complement the permanent staff.

19. **Rural Financial Services Component.** A second-tier institution will be responsible for the administration and implementation of both RFF and institutional strengthening. It should be a financially sound formal financial institution directly supervised by the CDB; it should have a mandate to work with the agriculture sector and the small farmer; and have successfully managed second-tier operations and provided TA in financial management and credit administration to IFIs.

20. The transfer of resources will take place through a subsidiary agreement between MOF and the second-tier institution for an amount equivalent to USD 1.0 million. The Government will contribute approximately USD 500 000 to the credit fund, from reflows of the revolving fund of the first IFAD financed project. As a condition to disbursement under the subsidiary agreement the second-tier institution will act as the Executing Agency responsible for the administration of the rural finance fund (RFF). Its responsibilities include the selection of IFIs, as well as loan approval, follow-up and recovery. It will be paid a fixed administration fee for the first two years of project implementation, to be determined by mutual agreement with the MOF, and an annual fee equivalent to 2.0% of the average outstanding portfolio thereafter.

21. The second-tier institution will use the RFF to open lines of credit to qualifying IFIs to be selected according to pre-defined criteria contained in the credit by-laws. Potential IFIs have limited experience with small rural loans. Initial amounts will not exceed 25% of the average portfolio for the past twelve months up to a maximum of USD 250 000. The amount will increase or decrease according to portfolio performance. The interest rate will be equal to the costs of IFAD funds (currently at 6.5%) plus a 1% loan loss reserve annually. The credit line will have two-years term including a six-month grace period during which the IFIs will make quarterly interest payments. Collateral will be based on portfolio performance history for the past two years. IFIs must provide counterpart funds for a minimum of 20% of the value of the credit line. They must agree to implement, or demonstrate that they implement a proven-effective technology to deliver loans to and mobilize savings from the target beneficiaries.

22. The selection of the participating IFIs will focus on two or three with the most potential to provide both **credit** and **savings** services to the target groups **on a sustainable and widespread basis**. Potential will be measured in terms of financial soundness, portfolio quality, and outreach capacity. The IFI's capacity to mobilize savings both as a source of self-financing and a service to the target beneficiaries will be a key aspect of final selection.

**ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS****Beneficiaries**

1. Direct beneficiaries of the project activities are estimated to be about 2 500 small family farms and 100 microenterprises. A slow incorporation sequence of the beneficiaries is expected. In the first two years only 31% will be incorporated; in the third year of the project the biggest percentage of incorporation will be observed, at 26%.

2. With regard to the agricultural development strategy, of the 2 500 small farms it is estimated that 74% are characterized by the traditional *milpa* system, 5% by the commercial *milpa*, 4% by the traditional *milpa* with cacao; 16% by the citrus with diversification and the remaining 2% by the mechanized rice.

Table 1
Incorporation Sequence of the Beneficiaries

Models	Years							Total
	1	2	3	4	5	6	7	
Traditional Milpa	140	400	480	400	280	140	0	1840
Commercial Milpa	15	30	30	15	15	15	0	120
Traditional Milpa/Cacao	30	30	40	0	0	0	0	100
Citrus/Diversification	32	64	80	112	80	32	0	400
Mechanized Rice	10	20	10	0	0	0	0	40
Microenterprises	8	16	32	28	16	0	0	100
Total	235	560	672	555	391	187	0	2600

Production Value and Benefits

3. The production strategy consists in a more efficient use of the existing resources and capacity of farmers. The approach will emphasize the improvement of the technical efficiency of small farmers that will allow a gradual change in the present allocation of mainly land. Specific attention will be given to improved natural resources management and the sustainability of the *milpa* system.

4. Cropped land is reduced by 15% so that total cultivated area decreases by 20%. It is the strategy of rationalization in the use of the resources - principally introducing the intercrop beans-and-maize - which allows the cropped land to be saved - bringing to a further reduction in the total area involved in the *milpa* system production. Despite the decrease in cropped land, total production increases by 16%, thanks to an average expected yield increase of 35% in the cropped area. In value terms, at full project development, total farm production will increase 1.32 times. This corresponds to an increment of USD 1.60 million and a total production of USD 8.1 million. On average, the farm family will benefit by an yearly income increase of USD 500. That increment will bring in the target year a yearly average income of USD 1 700, representing a relative increase of 1.4.



Economic Analysis

5. The economic analysis is based on the following assumptions:
 - prices used for calculation correspond to the period in which field research was carried out, that is January 1998. The currency rate of exchange is USD 1 = BZD 2.
 - the analysis assumes a conversion factor of 0.66 for rice in view of the Government's rice pricing policy that sets the local price above its import parity value; the present producer price for cacao of USD 0.6/lb of dry beans, offered on contract by a foreign purchaser is considered the commodity's trade parity value. The analysis uses an economic wage of USD 7.50.
 - other project costs included in the profitability analysis are net of taxes.
6. Profitability indicators considered are: Internal Return Rate (IRR); Net Present Value (NPV) and Cost-Benefit (C/B) relation. These indicators are calculated as incremental values; i.e. the relative situations "with" and "without" project are taken into account.
7. The applied actualization rate of 8% corresponds to the capital cost in Belize for a calculated period of 20 years.
8. Project incremental benefits are included according to the incorporation sequence of the beneficiaries.

General Economic Analysis

9. Incremental benefits are taken into account, resulting from the project execution, according to the beneficiaries' rate of incorporation to the project.
10. Costs included in the calculations are the following:
 - farm production costs, inclusive of agricultural inputs cost, farm investments cost and estimated cost of family labour;
 - microentrepreneurs inputs and investments costs;
 - project costs corresponding to the estimated costs of each component;
 - recurrent costs related to activities continuing even after disbursements.
11. According to the earlier specified criteria, the analysis concerning the project profitability for a period of 20 years gives the following results:

IRR = 17.5%

NPV = USD 2.68 million

C/B = 1.21

The critical values are the following:

Benefits -17.0%;

Production Costs +47.0%

12. The IRR is high, reaching 17.5%, significantly higher than capital opportunity cost, while the NPV reaches USD 2.68 million.



13. The lowest critical value accrues to the benefits: a decrease of 17% in the benefits would compromise the project profitability in relation to a capital opportunity cost of 8% (see details in Table 2).

14. Costs present higher critical values. The lowest corresponds to an increase of the production inputs costs of 47%, which would equal the IRR at the actualization rate. For this to happen, the project costs would have to increase by 21%.

Table 2
Internal Return Rate Calculation (USD '000)

Years	Incremental Benefits Value	Investment Value	Inputs Costs	Family Labour Cost	Project Total Cost	Project operation costs PY 8-20	Net Incremental Benefits
1	118	78	51	22	834	0	-866
2	412	153	178	69	619	0	-606
3	950	238	376	136	838	0	-638
4	1 480	262	569	208	895	0	-453
5	1 856	172	696	272	852	0	-136
6	2 013	44	738	313	569	0	350
7	2 056	0	744	328	377	0	607
8	2 071	0	744	332	0	50	945
9	2 071	0	744	332	0	50	945
10	2 071	0	744	332	0	50	945
11	2 071	0	744	332	0	50	945
12	2 071	0	744	332	0	50	945
13	2 071	0	744	332	0	50	945
14	2 071	0	744	332	0	50	945
15	2 071	0	744	332	0	50	945
16	2 071	0	744	332	0	50	945
17	2 071	0	744	332	0	50	945
18	2 071	0	744	332	0	50	945
19	2 071	0	744	332	0	50	945
20	2 071	0	744	332	0	50	945
Internal Rate of Return							17.5%
Actualization Rate							8.0%
Net Present Value							2,678
Cost/Benefit Relation							1.21
Critical Value Analysis							
	1	2	3	4	5	6	Total Costs
NPV	15,588	728	5,721	2,446	3,784	231	12,909
COEF	83%	468%	147%	209%	171%	1261%	121%
C-V	-17%	368%	47%	109%	71%	1161%	21%

Sensitivity Analysis

15. In order to analyse the project sensitivity, changes were simulated in the form of benefits reductions, costs increments or delays in the incorporation of beneficiaries. A benefits reduction of 10% determines an IRR reduction from 17.5% to 12.1% and an NPV reduction from USD 2.68 million to USD 1.2 million. A decrease of 20% would bring the IRR to 6.3%, below the capital opportunity cost, which determines a negative NPV (USD -0.4 million), and a C/B ratio of



0.97. An increase in costs produces more moderate changes. A cost increase of 10% determines an IRR reduction of 12.6% and an NPV reduction of USD 1 387. Likewise, a cost increase of 20% results in an IRR of 8.3% which is equal to the capital opportunity cost and a C/B ratio nearest to 1.0. Analysis of delay in beneficiaries' incorporation shows that the indicators are not very sensitive; considering a delay of three years, the IRR value remains higher than the capital opportunity cost (10.2%) and the NPV presents a value of USD 0.75 million.

16. Family labour sensibility has been analysed taking in account labour cost at regional salary, which is in average 30% below local salary. Results indicate that the IRR increases to 20.1% and C/B to 1.29.